

*Situation économique*

importées au Canada provenant des pays à bas salaire et en voie de développement sont des produits synthétiques et ne sont que des imitations de cuir et d'autres produits synthétiques.

Selon un rapport présenté au tribunal antidumping par l'Association des manufacturiers de chaussures en juillet 1977, le volume de production au premier trimestre 1977 a baissé de 19.1 p. 100, c'est donc dire qu'on a 19.1 p. 100 de moins besoin de main-d'œuvre dans cette industrie de la chaussure. Les commandes pour les mois à venir baissaient de 40 p. 100, une chance que l'honorable ministre a annoncé cet après-midi qu'il ferait quelque chose, parce que, franchement, d'après justement ce tribunal antidumping, si les commandes augmentent de 40 p. 100 par six mois, on va se demander qui va travailler dans cette industrie-là!

Le gouvernement parle aussi des salaires payés qui ne peuvent concurrencer les pays étrangers. Je dis les salaires payés au Canada qui ne peuvent concurrencer les produits étrangers. Il est certain que les salaires payés au Canada sont plus élevés qu'à Taiwan, en Corée et dans d'autres pays sous-développés.

**M. Tessier:** Même les États-Unis!

**M. Beaudoin:** Mon collègue de Compton vient de dire même les États-Unis, je le remercie. Ça peut être vrai dans certains cas.

Je ferai remarquer au gouvernement que les salaires versés dans l'industrie de la chaussure et du textile ne sont pas plus élevés que la moyenne canadienne. On ne peut quand même pas faire travailler nos travailleurs canadiens à un dollar l'heure. Les salaires versés au Canada peuvent avoir une influence sur les marchés extérieurs, mais il n'y a pas d'excuse pour que nos industries ne puissent vendre sur le marché canadien. Le gouvernement américain n'hésite pas à établir des quotas importants sur les exportations de leurs produits chez nous et même sur les produits qu'ils importent d'ailleurs, des pays en voie de développement, et qu'ils viennent déverser sur nos marchés canadiens. Je pense que le gouvernement devrait s'occuper de cela en priorité.

D'autres problèmes assaillent l'économie canadienne principalement au Québec et dans les Maritimes. Le document intitulé «Le Québec contemporain» publié par l'union régionale des Caisses populaires de Montréal montre que l'inégalité entre l'Est du pays et les autres provinces s'accroît constamment. Il ressort de ce document que la situation économique actuelle n'est pas due à un manque de production des travailleurs, à un manque d'intérêt de nos petites et moyennes entreprises, mais est plutôt due à une déficience structurelle majeure dans l'économie de l'Est du pays.

D'autres faits démontrent le manque de prévoyance du gouvernement, les crédits engagés par le gouvernement pour des programmes comme Canada au travail, Jeunesse-Canada au travail, cités dans notre motion d'aujourd'hui, ne sont pas suffisants et sont surtout de nature, à mon sens, dans bien des cas, à encourager la paresse ou même à encourager des gens qui s'abonnent année après année à l'assurance-chômage.

Dans bien des cas ce sont des gens qu'on «prend en élève» dans l'assurance-chômage. On n'arrivera jamais à quoi que ce soit avec des programmes aussi insensés. Je pense que les crédits sont vraiment insuffisants et ne sont que des cataplasmes appliqués sur un moribond. Ils ne peuvent en rien modifier

la situation. Nous donnons des crédits. Le gouvernement central, avec de l'argent emprunté à 9¼ et 10 p. 100, 9¾, 8¾, le dernier emprunt que le gouvernement fédéral a fait à 8¾, le gouvernement double sa dette tous les 7 ans et demi ou 8 ans. Cela n'a pas de sens, monsieur le président.

Pourtant, monsieur le président, les solutions sont là, car plusieurs citoyens en trouvent. Pourquoi le gouvernement fédéral ne peut-il pas en trouver? La crise constitutionnelle, les incertitudes économiques qu'elle engendre n'aident en rien le redressement de la situation. L'arrivée du gouvernement du Parti Québécois au pouvoir a certes mis plusieurs investisseurs dans l'incertitude. Il faudra bien que tous les députés participent à l'élaboration d'une nouvelle législation sur l'unité canadienne un jour. Si l'on pouvait arriver à obtenir une plus grande stabilité politique, cela pourrait réellement aider l'économie, mais l'inverse est encore plus vrai: une faiblesse économique entraîne automatiquement une instabilité politique.

Étudions pendant quelques secondes ce qui fait que le Parti Québécois a pris le pouvoir le 15 novembre 1976. Il me semble que c'est très simple. C'est l'incertitude qu'avaient déjà nos investisseurs moyens et petits dans la province de Québec par l'action du gouvernement Bourassa qui a opéré justement ce changement d'idées chez ceux qui ont la responsabilité d'aller voter. Quand on voit nos gouvernements s'accuser mutuellement, on a de quoi désespérer! Je crois que le gouvernement du Parti Québécois est intéressé à ce que cela aille de mal en pis dans la province de Québec. Il est intéressé à ce qu'il y ait plus de chômage et encore plus de chômage. Plus cela va aller mal au Québec, plus il a de la chance que sa campagne pré-référendaire aboutisse à un référendum réussi, ce qui entraînera certainement encore d'autres problèmes, et il faudra trouver encore d'autres solutions. Il faudra donc que les gouvernements changent leur comportement et décident de coopérer ensemble.

En plus des raisons politiques, les crédits pour les programmes d'urgence sont minimes. Que dire maintenant des taux d'intérêt qui sont les principales causes de l'inflation? Le taux d'intérêt est trop élevé et il empêche nos manufacturiers d'investir davantage dans leurs usines pour augmenter leur production. Le gouvernement fédéral n'accorde pas assez de crédits à nos industries afin qu'elles soient plus concurrentielles sur les marchés. On préfère prêter de l'argent sans intérêt à d'autres pays sans toutefois s'assurer que ces sommes profiteront aux industries canadiennes. Pourquoi ne donne-t-on pas des sommes importantes aux Canadiens, comme un revenu annuel garanti, afin d'encourager la consommation à l'intérieur même de notre pays? Nous sommes vraiment dans une situation de marasme. Il faudrait profiter de la motion proposée par le Parti Crédit Social du Canada pour faire un examen de conscience sérieux afin de savoir à partir de maintenant ce qu'on va faire pour que soient plus contents le plus de Québécois et le plus de Canadiens possible.

Certains ministres du Cabinet Lévesque ont montré un intérêt pour une restructuration de l'économie. Le gouvernement fédéral doit prendre ses responsabilités et coopérer avec les autres gouvernements. Il faut refaire la Constitution canadienne afin d'enlever toute incertitude. Il faut refaire également le système bancaire et faire cesser toute confrontation inutile entre les gouvernements provinciaux et fédéral. Qu'on cesse ces luttes constitutionnelles inutiles, qu'on cesse de passer